

Un gouvernement qui déclare la guerre aux travailleurs

Les urnes sont rangées. Le cirque électoral est passé. Le nouveau gouvernement va se consacrer à la tâche que la bourgeoisie attend de lui : lancer l'offensive contre les travailleurs.

Macron a mis en avant deux mesures emblématiques : la loi de moralisation de la vie politique et la réforme du Code du travail.

La première ne visait qu'à amuser la galerie. Macron voulait se faire mousser en jouant au Monsieur Propre de la politique française. Mais les révélations sur les magouilles immobilières de Richard Ferrand et les emplois fictifs au Modem de François Bayrou, hier encore ministre de la Justice et porteur du projet de loi, ont compromis son opération de « com ». La classe capitaliste aimerait bien avoir des serviteurs politiques désintéressés mais elle n'engendre que des politiciens, à son image, âpres au gain.

La seconde mesure visant à réformer le Code du travail n'est pas une anecdote. Elle concerne les dizaines de millions de salariés et est une déclaration de guerre contre le monde du travail.

Le gouvernement veut aller plus loin que la loi El Khomri. Il veut laisser au patronat plus de marges de manœuvre pour faire sa loi à l'échelle des entreprises ; permettre aux multinationales de licencier sans contrainte dans une filiale même si, à l'échelle du groupe, les bénéfices affichés sont insolents ; ou encore plafonner les indemnités prud'homales qu'un travailleur pourrait obtenir suite à un licenciement reconnu abusif et réduire les délais qui permettent à un salarié de contester un licenciement.

Le gouvernement va présenter cette semaine au conseil des ministres la loi d'habilitation à réformer le Code du travail par ordonnances. Puis il la fera voter au Parlement en juillet. En septembre, les ordonnances tomberont, révélant leur contenu précis au moment même où elles prendront effet.

Qu'est-ce que le patronat pourra imposer à l'échelle de l'entreprise ? Jusqu'où pourra-t-il déroger aux accords de branche ? Les contrats de chantier, ces CDI existant déjà dans le bâtiment, en fait des CDD sans indemnité de précarité et parfois sans réelle protection sociale, seront-ils élargis à d'autres branches ? Tout cela pourrait bien n'être révélé qu'en septembre.

Le gouvernement laisse planer le doute sur l'ampleur de la régression sociale qu'il prépare car il ne veut pas braquer les directions syndicales et risquer de provoquer des réactions ouvrières. Et pour l'instant, ne serait-ce que dans leurs déclarations, les dirigeants syndicaux font preuve d'un attentisme lamentable. La ministre du Travail, en DRH expérimentée, les reçoit semaine après semaine pour bavarder pendant que le gouvernement affute ses ordonnances.

Bien des travailleurs et des militants syndicaux ne sont pas dupes et se rendent compte de la nécessité de se battre. Des unions syndicales régionales et départementales appellent à des rassemblements pour dénoncer le projet gouvernemental, notamment le 27 juin devant l'Assemblée. Mais ces mobilisations ont lieu en ordre dispersé et à des dates différentes alors qu'il faudrait au contraire réagir tous ensemble et avoir un plan de mobilisation.

Macron veut agir vite et profiter des congés d'été pour frapper. Mais au-delà de ce calcul, il veut surtout donner des gages à la bourgeoisie. Il veut lui montrer que s'il a été un bon illusionniste, capable de se faire élire, il sera aussi un de ses hommes forts, capable d'imposer des sacrifices aux travailleurs sans déclencher trop de vagues.

La crise économique rend le patronat plus rapace et le gouvernement à son service plus arrogant. Si nous ne voulons pas que nos salaires, nos conditions de travail, nos conditions de vie reculent indéfiniment, nous devons nous battre avec nos armes de travailleurs, nos armes de classe que sont les grèves et les manifestations.

Le gouvernement veut nous émietter, nous cantonner dans nos entreprises. Mais c'est à l'ensemble des travailleurs qu'il a déclaré la guerre. Et, dans le bras de fer qui nous oppose à lui et au patronat, notre force ne peut venir que de luttes qui se généralisent, d'une entreprise à l'autre, d'un secteur à l'autre, et aboutissent à la mobilisation de l'ensemble de la classe ouvrière pour ses intérêts collectifs.

À moins de croire au Père Noël pour les travailleurs, c'est la seule conclusion rationnelle à laquelle on peut arriver.

Ça chauffe !

Avec la canicule, même les machines et les robots ont du mal. Le métal se dilate, les cotes se décalent, les convoyeurs se bloquent... bref ça coince.

PSA veut ses moteurs coûte que coûte. Qu'ils ne viennent pas nous rebattre les oreilles avec la qualité !

Ça coulerait la boîte ?

Avec les chaleurs qu'on subit, il faut s'hydrater évidemment. Mais la direction n'est même pas capable d'organiser le remplacement des bonbonnes d'eau quand elles sont vides. Il y a de quoi rester sec !

C'est la fête à Trémery !

Jeudi soir, pendant qu'on transpirait dans les ateliers, la direction a organisé une petite fête mondaine à la cantine avec traiteur, boissons, musique et plus d'une centaine d'invités.

Le restaurant d'entreprise qui devrait être à la disposition des travailleurs, transformé en lieu de soirée privée pour les amis du patron, c'est tout un symbole.

Trémery Plage

Il a fait tellement chaud que dans certains ateliers des conduites d'air ont éclaté et des buses d'arrosage anti-incendie se sont déclenchées toutes seules.

La vraie bonne idée, ce serait d'installer à côté des ateliers des brumisateurs sous des palmiers qui brassent l'air... et nous laisser le temps d'en profiter.

Nos week-end nous appartiennent

Après avoir annoncé des tonnes de samedi et de 50 minutes, la direction en supprime certains. Ça permettra de souffler un peu.

Mais étant prévenus presque au dernier moment, ça nous empêche d'organiser nos week-ends. Le patron nous impose ses horaires mais on n'est pas à sa botte !

Avis de tempête ?

Même les syndicats qui ont signé le NEC se lamentent de la « dégradation » du « climat social ».

Ce n'est pas le climat qui est mauvais, c'est la soif de profit des actionnaires de PSA qui refusent d'embaucher, suppriment des emplois, bloquent les salaires et tirent sur la corde. Du coup, dès que les carnets de commandes sont pleins, ça bloque et on passe notre vie à l'usine.

Ce qui inquiète tout le monde, et la direction au premier chef, c'est que les carnets de commandes pleins nous incitent à poser les outils.

Ça ne roule pas rond

Partout où le Tour de France passe, des milliers de gens viennent voir le spectacle. Mais pour nous, c'est justement parce qu'il passe devant l'usine que nous ne pourrions pas en profiter !

Un bon conseil

Il existe des agences de conseil en vote pour les actionnaires, mais oui, mais oui !

Chez PSA, l'agence de conseil ISS a recommandé aux actionnaires de voter contre les politiques de rémunération des dirigeants en s'expliquant ainsi : « *Le montant en absolu n'est pas un problème. Ce qui l'est davantage, c'est le niveau d'acceptabilité.* »

Les actionnaires et leurs conseils auraient peur que le niveau insolent des payes des hauts cadres ne fassent éclater notre colère qu'ils ne s'exprimeraient pas autrement.

Rien de neuf dans ce gouvernement

Le nouveau ministre de l'Intérieur, Gérard Colombe, marche sur les traces de ses prédécesseurs. Il vient d'inviter les associations d'entraide qui agissent à Calais à aller ailleurs, au prétexte qu'il ne faut pas créer un « appel d'air » qui attirerait les migrants dans cette ville. Le ministre a réservé son humanité aux forces de police qu'il va renforcer.

Ce qui met en marche les migrants, c'est la misère, la dictature et la guerre, qui découlent des politiques menées au Proche-Orient ou en Afrique par les grandes puissances, dont la France.

Quant à la « France terre d'asile », prétendue trop généreuse, pour les gouvernements elle n'est qu'un slogan.

Interdiction des licenciements

D'après la presse, il y aurait une « embellie » sur l'emploi. 90 000 postes auraient été créés au premier trimestre 2017 et 200 000 seraient créés cette année. Bien sûr, ce sont souvent des CDD, des emplois saisonniers et de l'intérim.

On veut nous faire croire que ça va mieux et que le chômage serait en recul. Les salariés de Tati, GM&S, Michelin, PSA et bien d'autres savent quoi penser de ces annonces.

Pour lutter contre le chômage de masse, il faut commencer par interdire les licenciements et répartir le travail entre tous.

**Ce bulletin est le tien,
fais le lire autour de toi.**